



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

GUILLORÉ Alexandra

### **Excusés**

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024  
Délibération n°DCC2024\_078

<b>Objet</b>	<b>Créations d'emplois permanents au sein des services communautaires</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Dans le cadre du développement de nouveaux besoins suite à des prises nouvelles de compétences, il est proposé de créer des emplois au sein des services suivants :

- **Ingénierie**

La CAPLD évolue, étend ses champs d'intervention et se dote de nouvelles compétences depuis plusieurs années.

Particulièrement impacté par ces évolutions, le pôle technique et notamment le service ingénierie et bâtiment a vu ses compétences et ses missions largement s'étoffer depuis 2018.

Aujourd'hui, la situation du service cycle de l'eau nécessite d'être actif sur de nombreuses compétences telles que :

#### **Le Suivi de contrat DSP Eau du Ponant :**

- Aspects financiers du contrat
- Aspects techniques (suivi des gros travaux de PPI)

#### **Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPLU) :**

- Suivi financier du service
  - Organisation des commissions locales d'évaluation des charges transférées (CLECT)
  - Mise en place et suivi en accompagnement des communes du Schéma Directeur D'Eaux Pluviales
  - Mise en place et suivi en accompagnement des communes du Règlement de Service Public d'Eaux Pluviales
  - Participation aux nombreuses expertises
  - Accompagnement des communes à la conception de leur projet de voirie sur le volet Eaux Pluviales
  - Conception de divers projets de dés-imperméabilisation et renaturation d'espaces
- 450K€ de travaux ont été pilotés sur 2023

#### **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) :**

- Suivi de la délégation des compétences au Syndicat de bassin
- Organisation des réunions de suivi des périmètres de captage

La difficulté rencontrée est la charge de travail qui repose sur un seul agent.

Le pôle aménagement souhaite également transférer au pôle technique la conception et le suivi des circuits de randonnée.

Afin de palier ces problématiques, **il est proposé de renforcer l'ingénierie du service en créant un second emploi de Chargé d'opération d'ingénierie « Cycle de l'Eau » à temps complet, relevant du cadre d'emploi des techniciens territoriaux.**

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, ces fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie B.

- **Direction générale**

La loi Matras du 25 novembre 2021 oblige les intercommunalités à élaborer un plan intercommunal de sauvegarde si au moins une des communes est soumise à l'obligation de réaliser un plan communal de sauvegarde.

Un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) organise la solidarité et la réponse intercommunale au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise ; il organise :

- La mise à disposition des moyens intercommunaux et la mutualisation des moyens communaux au profit des communes sinistrées,
- La continuité des compétences intercommunales en situation de crise.

Un courrier de la préfecture en date du 24 janvier 2023 rappelle cette obligation à la CAPLD et indique que le PICS doit être élaboré avant le 26 novembre 2026.

La mise en place d'un plan intercommunal de sauvegarde s'inscrit pleinement dans le PCAET puisqu'il s'agit de préparer le territoire aux crises et d'en améliorer la résilience. Cela fait partie de l'adaptation du territoire au changement climatique.

Un état des lieux montre que les communes dotées d'un plan communal de sauvegarde doivent le remettre à jour et que certaines n'en ont pas élaborés.

Outre un plan de formation destinée aux élus et aux agents sur le sujet, il est proposé :

**- De créer un poste de chargé de mission prévention des risques et gestion de crises à temps complet, relevant de la catégorie A, pour une durée de 3 ans.**

Le poste, du fait de sa transversalité, sera rattaché à la direction générale des services.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie A.

- **Systèmes d'information**

Le schéma définissant la mutualisation du service commun informatique à l'échelle du territoire prévoit la création d'un service support à destination des communes (hors Landerneau), correspondant au «Pack 3 – Préventif» tel que défini dans la convention instituant ce service commun.

Les élus communaux et communautaires ont décidé de mettre en place le service support informatique en 2023. 7 communes y ont adhéré.

Dans ce contexte, un agent a été recruté et a intégré le service en août 2023. Cet agent est aujourd'hui indisponible pour raison médicale. Il est proposé de créer un second poste afin de permettre le recrutement d'un(e) technicien(ne) qui sera positionné sur les mêmes fonctions : un emploi de technicien infrastructure dédié à la mutualisation à temps complet relevant de la catégorie B (grade mini : technicien / grade maxi : technicien principal 2ème classe).

Les principales missions du poste sont les suivantes :

- Assurer le bon fonctionnement des équipements informatiques : maintenance préventive et corrective des matériels et équipement informatiques,
- Assurer l'interface avec les éditeurs de solutions informatiques,
- Définir une stratégie commune en matière de renouvellement des équipements et tendre vers une homogénéisation du parc,
- Conseiller et accompagner les communes à l'acquisition de matériel.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Il sera rémunéré sur une grille indiciaire de catégorie B.

## DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 12 mars 2024,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 20 février 2024

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

#### **Article 1 :**

- crée un emploi de chargé d'opération ingénierie « cycle de l'eau » à temps complet,
- crée un emploi de chargé de mission prévention des risques et gestion de crises à temps complet pour 3 ans,
- crée un emploi de technicien infrastructure dédié à la mutualisation à temps complet.

**Article 2 :** inscrit les crédits nécessaires au budget fonctionnement au chapitre 012.